

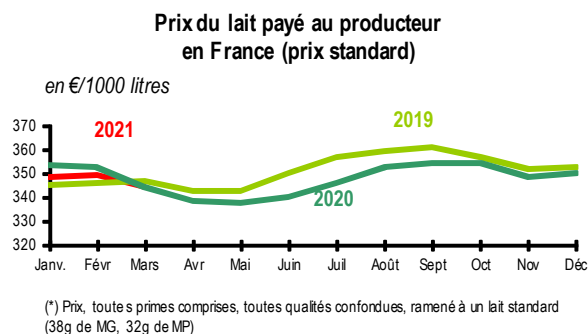
FRANCE

Le prix du lait se replie, dans un contexte de hausse des coûts de production

En mars, le prix du lait se replie et se situe à un niveau similaire à celui de l'année dernière. Avec près de 344 €/1000 L, le prix du lait standard reste encore inférieur au niveau de 2019, avant le début de la pandémie. La demande a finalement résisté au choc des confinements successifs.

Malgré ce relatif maintien du prix entre 2020 et 2021, la hausse actuelle des coûts de production, notamment sur le poste des dépenses pour l'alimentation du bétail, n'est pas reflétée dans le prix payé au producteur, dont la marge s'en trouve dégradée. Et ce d'autant plus que les conditions météorologiques difficiles n'ont pas favorisé la pousse de l'herbe.

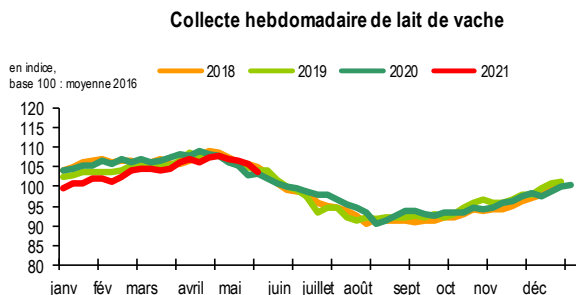
Contact : Marine RAFFRAY (APCA)



2376 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Source : FranceAgriMer

Une collecte en recul de 2 %



2375 - Chambres d'Agriculture France - Etudes économiques

source : FranceAgriMer

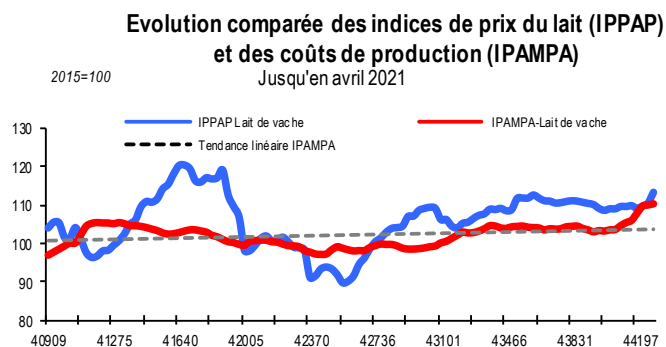
La collecte de lait de vache n'a pas connu de repli particulier lors du premier confinement de mars-mai 2020. Ce n'est qu'à partir de juin qu'elle a diminué, et ce jusqu'en décembre. Depuis le début de l'année 2021, si la collecte nationale suit la même évolution saisonnière qu'en 2020 à la même période, elle est en moyenne en repli de 2% par rapport à la précédente campagne et à la moyenne des trois dernières années. En avril 2021, le volume est élevé (plus de 2 millions de litres), signifiant sans doute que les quantités de lait en France sont abondantes. Quelle sera sur l'année la capacité d'absorption de ces volumes par les transformateurs ? Rappelons également que cette collecte nationale est à près de 80% issu d'élevages en conventionnel, la part de la collecte en AOP-IGP étant de 16%, et, concernant le lait biologique, la part est d'à peine 5%.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

Des coûts de production en hausse

Les prix des moyens de production évoluent de manière défavorable aux éleveurs depuis fin 2020. La courbe de l'indice des coûts de production est montée en flèche, l'indice s'établit à 110,4 en avril 2021 (base 100 : 2015), en hausse de près de 6,5 % sur un an. Il s'établit à son plus haut niveau depuis 2013. L'indice des prix du lait n'a pas suivi, en progression de seulement 2,6 % en un an.

Le poste des aliments achetés connaît une forte hausse : +12% par rapport à avril 2020, en lien avec la flambée sur les marchés des grandes cultures. La limitation de la production de pétrole, décidée par les pays de l'OPEP+ (membres de l'OPEP et dix pays associés, dont la Russie) pour s'adapter à la baisse de la demande causée par les restrictions de circulation dans le cadre de la lutte contre la pandémie, a également tiré le coût de l'énergie et des lubrifiants vers le haut (+ 18%), entraînant dans son sillage celui des engrais et amendements (+11%).



2377 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Sources : Institut de l'élevage - INSEE

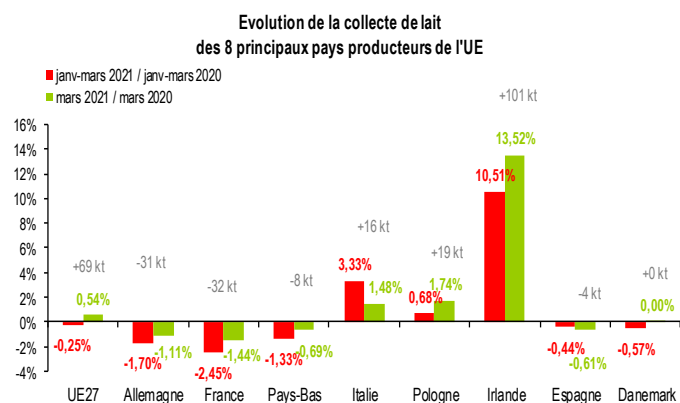
Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

La collecte européenne repart en hausse en mars 2021

Au 1er trimestre 2021, la collecte européenne s'inscrit en baisse par rapport à l'an dernier (-0,3 % avec correction de l'effet année bissextile). Allemagne, France et Pays-Bas, les trois premiers pays producteurs de l'UE à 27, enregistrent des replis de production liés notamment à la réduction de leurs effectifs de vaches laitières. A l'inverse, les livraisons sont particulièrement vigoureuses en Irlande ou encore en Italie, les effectifs de vaches y sont respectivement quasi stables (Italie) voire en augmentation (Irlande).

Dès le mois de mars, la production européenne renoue à la hausse (+0,5 % en évolution annuelle), une tendance qui se poursuivrait en avril. Les livraisons restent à l'inverse en retrait au sein des trois premiers pays producteurs. La relance de la production est portée par la dynamique irlandaise et italienne, mais aussi polonaise. Des évolutions contrastées en matière de prix du lait, de conditions météorologiques et de gestion de la crise sanitaire (le marché de la restauration hors domicile reste limité à la vente à emporter dans certains pays) contribuent à ces tendances disparates au sein de l'UE.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)



2380 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

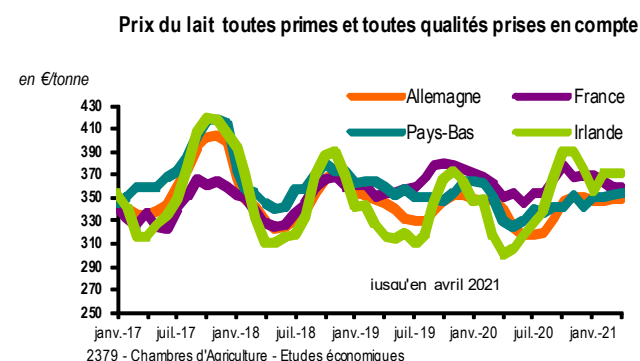
Source : Observatoire européen du lait

Un prix du lait stimulant dans plusieurs bassins de production

Le prix du lait européen (prix moyen pondéré par la production) s'établit à 350 € / 1 000 litres au premier trimestre 2021, stable par rapport au même trimestre de 2020. Depuis le mois d'avril 2021, il est repassé au-dessus de son niveau d'un an plus tôt : l'année dernière, les effets de la crise sanitaire et de l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la covid-19 s'étaient faits sentir dès le mois de mars. Cette évolution reflète l'amélioration des cours mondiaux et la fermeté de la demande mondiale, en parallèle d'un relatif manque d'offre européenne au 1er trimestre. Plusieurs transformateurs européens communiquent sur des hausses de prix propres à stimuler de nouveau la production à la hausse.

En particulier, le prix est particulièrement encourageant en Irlande (366 €/1000 litres au 1er trimestre 2021, soit 9 % de hausse annuelle) ou encore aux Pays-Bas (un prix garanti à 375 €/1000 litres par Friesland Campina pour le mois de mai). En Allemagne, le prix passe au-dessus de son niveau d'un an plus tôt en mars, en France il repart en hausse en avril.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)



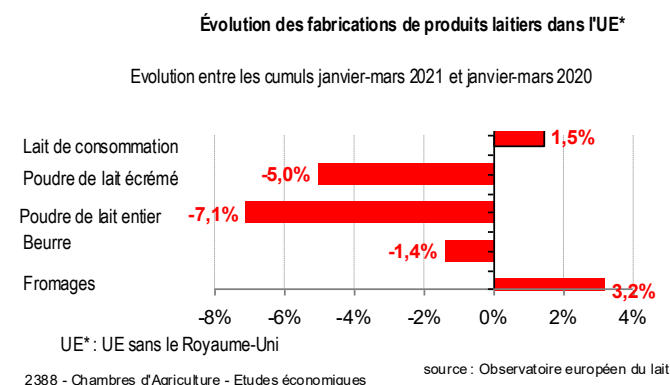
2379 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : Observatoire européen du lait

Recul des fabrications laitières européennes

En cumul sur le premier trimestre 2021, malgré la nette hausse de leurs cours, les fabrications européennes de beurre et de poudres enregistrent des baisses sensibles compte tenu du recul de la collecte de lait. Les productions de poudre grasse et de laits fermentés diminuent également. A l'inverse, la production de lait conditionné progresse légèrement, la situation du secteur de la restauration hors domicile, encore peu actif dans de nombreux pays européens au 1er trimestre, continue de stimuler les achats des consommateurs européens. Les fabrications de fromages sont en hausse.

Contact : Maud MARGUET (CA Bretagne)



2388 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : Observatoire européen du lait

Poursuite de la croissance de la production mondiale de lait

La croissance de la production laitière devrait demeurer dynamique en 2021, portée par des prix du lait soutenus. Près de 7 millions de tonnes de lait supplémentaires devraient arriver sur le marché, soit une hausse de 1,4 %. Ainsi, la crise sanitaire ne vient pas enrayer la tendance continue à la hausse depuis 2015.

Pour preuve, en 2020 les producteurs de lait états-uniens battent un nouveau record de production, avec 101 millions de tonnes collectées.

En Argentine, le prix du lait en hausse a également encouragé la hausse de la production. Mais la très forte inflation pèse sur les coûts de production des éleveurs, également pénalisés par l'instauration d'une taxe aux exportations de poudre de lait.

En Australie, ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, les excellentes conditions climatiques en 2020 ont favorisé la pousse de l'herbe et les récoltes de cultures fourragères, permettant une croissance de 3% de la production australienne qui devrait perdurer sur la campagne 2021. La demande est toutefois encore ralentie par la crise sanitaire, les volumes supplémentaires devraient donc être destinés à la transformation en fromage.

Tableau 1-Production de lait de vache dans les principaux pays exportateurs mondiaux, en millions de tonnes

Pays	2019	2020 (est.)	2021 (prév.)	Evolution 2019/2020 (%)	Evolution 2020/2021 (%)
UE-28	155,2	157,5	158,1	1 %	0 %
Etats-Unis	99,1	101	102,7	2 %	2 %
Nouvelle-Zélande	21,9	22	22,2	0,5 %	1 %
Argentine	10,6	11,4	11,6	7,5 %	2 %
Australie	8,8	9,1	9,4	3,4 %	3 %

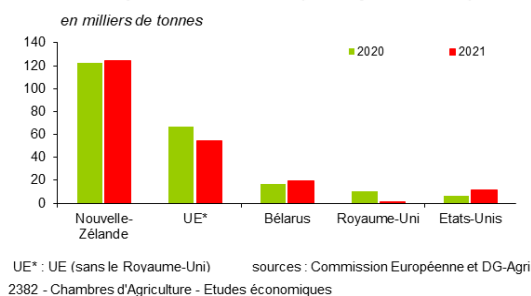
Source : USDA

L'évolution de la collecte européenne devra être suivie de près, sa progression pourrait marquer le pas en 2021 du fait du recul du cheptel laitier (estimée à -77 000 têtes).

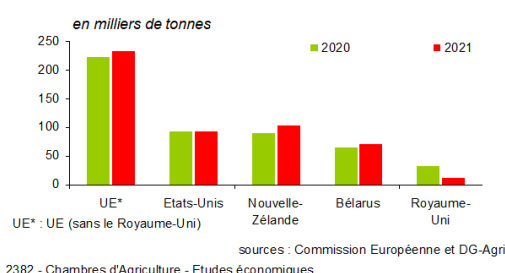
Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

Les échanges mondiaux de produits laitiers tirés par l'appétit grandissant de la Chine

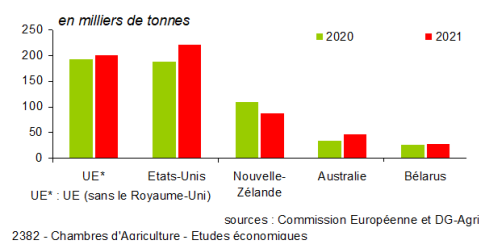
Exportations de beurre (cumul janvier-mars)



Exportations de fromages (cumul janvier-mars)



Exportations de lait en poudre écrémé (cumul janvier-mars)



Les exportations de lait en poudre écrémé s'envolent sur les premiers mois de 2021, les Etats-Unis en tête (+18 %). La demande est forte sur les marchés asiatiques, particulièrement en Chine, où les importations de poudre de lait écrémé connaissent une forte hausse : +34 % par rapport à 2020. La demande de la Chine en produits laitiers continue de croître. Entre janvier et octobre 2020, les importations chinoises de beurre ont progressé de 41 % par rapport à 2019, le pays est en passe de devenir le premier importateur de beurre, devant la Russie. L'Union européenne bénéficie de l'intérêt des consommateurs et de l'industrie chinoise : les exportations de beurre vers la Chine ont bondi de +132 % sur le premier trimestre 2021, + 151 % sur les fromages. Un débouché bienvenu, alors que les exportations européennes de fromages avaient été pénalisées sur le marché états-unien, une des principales destinations pour l'UE, du fait de la mise en place de droits de douane additionnels en octobre 2019 sur décision de l'ancien président Donald Trump dans le cadre du différend Airbus-Boeing (-15 % en 2020). Taxes suspendues par le nouveau président Joe Biden depuis mars 2021, pour une durée de quatre mois. Toutefois, la progression en 2020 des débouchés commerciaux des fromages européens vers le Japon, la Corée du Sud ou encore l'Ukraine a permis de compenser – et même davantage – la fermeture du marché états-unien. Si les importations de fromage se montrent encore timides début 2021 pour un certain nombre d'importateurs majeurs (-28% au Royaume-Uni, -2% aux Etats-Unis), notamment du fait d'un manque de disponibilités, la

réouverture progressive de la RHD de par le monde devrait accompagner l'essor de la demande.

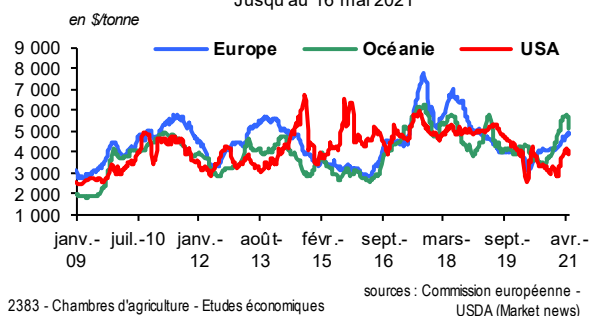
A contre-courant de cet élan sur les échanges, le Royaume-Uni voit ses exportations s'effondrer. Le 1er janvier 2021 a marqué la fin de la période de transition du Brexit et l'entrée en application de l'accord de commerce signé entre l'Union européenne et le gouvernement britannique (de façon provisoire, l'accord n'ayant pas encore été ratifié). Alors que les exportations de produits laitiers représentent près de 15% des exportations agro-alimentaires du Royaume-Uni, elles ont littéralement plongé sur les deux premiers mois de 2021 : - 88 % d'échanges pour le beurre, -64 % pour les fromages.

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)

Prix des produits laitiers : combinaison gagnante

Prix du beurre

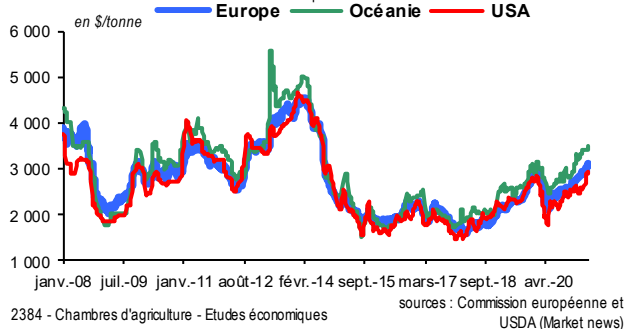
Jusqu'au 16 mai 2021



2383 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

Prix de la poudre de lait écrémé

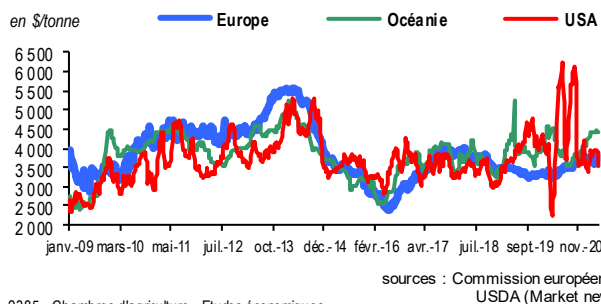
Jusqu'au 16 mai 2021



2384 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

Prix du cheddar

Jusqu'au 16 mai 2021



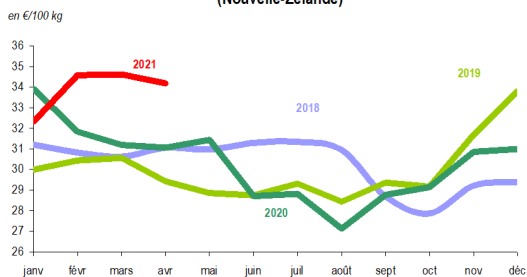
2385 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

En ces premiers mois de 2021, la demande est de retour sur les marchés mondiaux des produits laitiers, alors que l'offre s'avère limitée. Autant d'ingrédients qui permettent de maintenir les prix à des niveaux fermes. Sur le marché européen, la poudre de lait écrémé renoue avec les niveaux d'avant la fin des quotas (au-dessus de 3000 €/tonne), alors que le prix du beurre européen est quant à lui en passe de rattraper celui en vigueur en Océanie. La poudre de lait états-unienne demeure la plus compétitive en termes de prix. L'entrée en vigueur en 2020 de nouveaux accords de libre-échange entre les Etats-Unis et le Japon, mais aussi avec le Canada et le Mexique, ainsi que l'amorce d'un accord avec la Chine, devrait augurer de bonnes perspectives de débouchés pour les commodités laitières américaines.

Contact : Marine RAFFRAY(APCA)

Prix du lait dans le monde : les marchés surfent sur la vague chinoise

Prix du lait payé par Fonterra
(Nouvelle-Zélande)



2381 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Le dynamisme de la demande et la relance économique à l'œuvre de par le monde tirent vers le haut le prix du lait payé par la coopérative néo-zélandaise Fonterra. La Chine fait figure de locomotive de la demande mondiale. A l'inverse, les disponibilités, notamment en poudre de lait entier, sont limitées. Le prix du lait néo-zélandais s'établit ainsi à 34,18€/100kg en avril, au-dessus des trois dernières années à la même période (+10% par rapport à avril 2020).

Signe de l'activité des échanges, les transactions vont bon train sur la plateforme d'enchères Global Dairy Trade, puisque son indice, en progression depuis six mois, s'élève à 1259 points à la mi-juin, du jamais vu depuis 2014.

Contact : Marine RAFFRAY(APCA)

FRANCE – PRODUITS LAITIERS

Recul des fabrications de produits laitiers

Le premier trimestre 2021 est marqué par une baisse des fabrications françaises de produits laitiers à base de lait de vache – à l'exception de la crème (+5,5 % en cumul depuis le début de l'année). A l'image des marchés européens et mondiaux, les disponibilités sont moindres (-5,5% en lait, -6% en beurre) alors que la demande est restée au rendez-vous malgré la fermeture de la RHD, la consommation des ménages prenant le relais, ainsi que la demande des importateurs pour ce qui est de la poudre de lait (-7% de fabrications sur cette commodité).

Contact : Marine RAFFRAY(APCA)

Tableau 2 - Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	Mars 2021			Cumul année 3 mois	
	quantités (tonnes)	évolution M/M-1 (%)	évolution / mois N / N - 1 (%)	quantités (1000 tonnes)	Evolution annuelle (%)
Lait conditionné	261 106	4,16%	-7,50%	773 836	-5,50%
Beurre	40 180	17,89%	0,80%	110 367	-6,10%
Poudres de Lait	50 929	19,49%	1,10%	136 319	-7,00%
Fromages et spécialités fromagères	149 387	14,02%	3,30%	420 507	-1,20%
Crème	44 926	11,69%	7,00%	126 938	5,50%

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

■ En 2020, les produits laitiers ont bien résisté au double séisme sanitaire et économique

Les chocs économiques laissent en général des traces dans l'histoire, obligeant même parfois les Etats à reconsidérer leur politique économique. Ces traces sont encore plus profondes lorsqu'elles résultent d'un enchevêtrement de causes économiques et non économiques. La propagation d'un virus dans le monde au début de l'année 2020 s'est rapidement transformée en pandémie, laquelle a conduit les pouvoirs publics à adopter des plans de confinement afin de protéger les populations. Ce sont ces plans qui ont ipso facto déclenché une crise économique d'une ampleur inédite, à en juger par la profondeur des récessions dans de nombreux pays. L'économie mondiale s'est contractée de près de - 4 % en 2020 (près de - 9 % rien qu'en France). En valeur, la destruction de richesses peut s'évaluer à quelque 15 000 milliards de dollars. Nul doute que le surgissement d'un virus dévastateur, anxiogène, et ses conséquences sur les populations et sur les circuits économiques, marqueront durablement l'Histoire du monde, d'autant plus que cet épisode n'a pas encore pris fin.

L'originalité de l'année écoulée, et de ce premier semestre 2021, réside dans le fait que, curieusement, le secteur agricole n'a finalement été que fort peu touché par la pandémie. A en croire les données chiffrées publiées par l'INSEE dans son bilan annuel conjoncturel, la destruction de valeur ajoutée a été contenue dans le secteur agricole et alimentaire, comparativement à d'autres domaines d'activités comme le bâtiment ou les services, pour lesquels le décrochage a été abyssal. Tout laissait pourtant penser que la catastrophe était imminente et qu'elle n'épargnerait aucun secteur.

L'une des ruses de l'agriculture est que, contre vents et marées, les besoins alimentaires demeurent. La succession de confinements s'est manifestée, tout du moins en France, par un maintien de la consommation alimentaire, même si celle-ci a opéré quelques mutations qu'il sera opportun de suivre dans les mois et années à venir. Evidemment, les situations sont contrastées entre les filières animales et végétales, mais aussi au sein de ces filières. Qu'en a-t-il été concernant le secteur laitier ? L'ampleur des impacts de la double crise sanitaire et économique sur le secteur des produits laitiers fut manifestement limitée, tant sur le plan national, que sur celui des échanges extérieurs. Quelles sont les évolutions à anticiper d'ici 2021, voire 2020 ?

Des mécanismes de compensation pour les produits laitiers

Comme les autres filières (vins et viandes en particulier), les produits laitiers auraient dû être lourdement affectés par la fermeture de tous les établissements de restauration hors domicile (RHD). Les impacts de la contraction des débouchés en RHD et de la baisse des achats d'ingrédients laitiers par la transformation, n'ont finalement été que partiellement compensés. Car l'émergence de facteurs compensant la fermeture administrative des cafés, hôtels, restaurants, a, contre toute attente, permis de limiter les dégâts économiques pour les éleveurs laitiers. Parmi ces facteurs, l'un a en effet été décisif. Il s'agit de la consommation des ménages. Obligés de rester chez eux, les ménages ont da-

vantage cuisiné, accroissant pour cela leurs achats de beurre (+9% en volume par rapport à 2019), de crème (+12%), de fromages ingrédients (+8%). Les retombées de cette dynamique de la demande intérieure sur les éleveurs, mais tout autant sur les industriels de la transformation, ont été positives, à quelques nuances près, notamment en produits laitiers issus de l'élevage biologique, dont les ventes se sont tassées.

Le second mécanisme de compensation est venu des échanges extérieurs. Les produits laitiers n'ont pas subi le dévissage de la viticulture, dont l'excédent commercial sur 2020 a fondu de près de 2 milliards d'€. Le solde excédentaire du poste produits laitiers est en effet passé de 2,6 en 2019, à près de 3 milliards d'€ en 2020. La bonne tenue des exportations, en particulier sur les pays tiers, d'un côté, puis une baisse significative des importations françaises, ont contribué à ce bon résultat, partagé avec la filière céréales. Il faut préciser que si les exportations de produits laitiers ont plutôt bien résisté dans ce contexte de double crise, c'est en raison de la bonne orientation de la dynamique de la demande mondiale, émanant de Chine – pays qui est sorti très vite de la pandémie – et de nombreux pays dans lesquels des plans de soutien de l'économie ont été adoptés.

Le cas de la Chine

L'observateur des marchés des produits laitiers ne peut qu'être frappé par la croissance de la collecte en Chine. En 2020, ce pays figure désormais dans le club des cinq plus gros producteurs de lait : Inde, Etats-Unis, Pakistan et Russie. L'augmentation du cheptel de vaches laitières, du fait des importations chinoises de génisses, est à l'origine de ce sursaut de la collecte. Toutefois, l'offre domestique ne parvient toujours pas à répondre à la demande des chinois. Ce déséquilibre offre-demande conduit donc Pékin à importer toujours autant de lait (lait liquide, beurre, fromages ingrédients, crème et lactosérum, les poudres, grasses et maigres, ayant eu tendance à diminuer en 2020). Les achats chinois de produits laitiers représentent 12% des importations mondiales (plus de 12 milliards de dollars).

La hausse de la collecte en Chine se traduit par un prix plutôt élevé, à proximité des 500€ les 1 000 litres, prix qui pourrait en France faire rêver, à la nuance près que les différentiels de coûts de production sont élevés en Chine, du fait des différences de modes de production et des importations massives d'aliments pour le bétail. A ce niveau, les industriels de la transformation jugent ce prix trop onéreux, et préfèrent importer à moindre coût, ce qui, de la Nouvelle-Zélande à l'UE, offre une belle opportunité de débouché.

Ne pas enjoliver pour autant les bilans

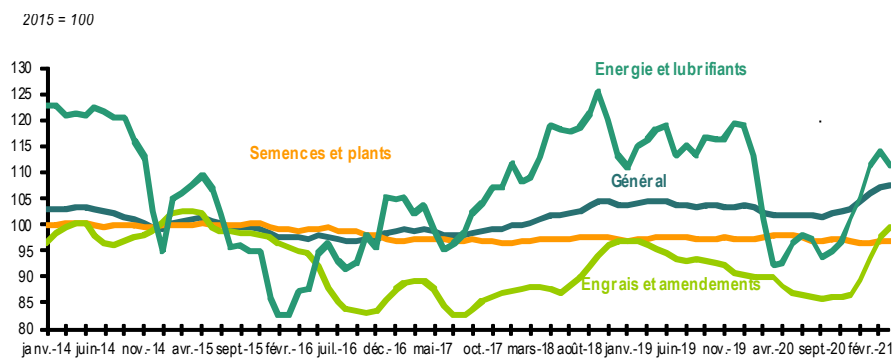
L'année 2020 s'est toutefois caractérisée par une pression exercée sur les prix, et, par voie de conséquence, sur les revenus des éleveurs français. Sortant à peine d'une crise particulièrement dure consécutive de la sortie des quotas laitiers en 2015, les éleveurs ont tout de même connu trois années de hausses consécutives, interrompues par la crise sanitaire. Le prix moyen du lait a

donc diminué, passant de 351€/1 000L en 2019, à 347€ en 2020 (la collecte en lait biologique se maintient, avec des prix encore robustes, autour de 461€/1 000 litres). Cette tendance baissière bute inmanquablement sur la variable coûts de production, qu'il s'agit bien évidemment de couvrir, et amène par voie de conséquence aux négociations commerciales qui, au cours du premier trimestre 2021, furent des plus tendues, au point à la fois de dresser un bilan fort mitigé de l'application de la loi Egalim, et d'envisager de légiférer pour produire une Egalim2. Les estimations du revenu courant 2020, livrées par l'Institut de l'élevage, apparaissent, de ce point de vue, peu encourageantes.

La collecte de lait dans l'UE à 27 a été quant à elle plutôt bien orientée, sauf en Allemagne et en France. La chute a été conséquente en France à partir de mars 2020, avant un rétablissement dès la fin de l'été. Globalement toutefois, la collecte hexagonale s'est fixée à près de 25 millions de tonnes. Il faut dire que l'incertitude engendrée par la pandémie en matière de main-d'œuvre et de débouchés était élevée, l'interprofession suggérant de ralentir la collecte, et en subventionnant les réductions de volumes durant le mois d'avril 2020.

Et puis il y a les perspectives 2021/2022. Toujours compliqué de dessiner les trajectoires les plus justes. Alors que les débouchés se reconstituent, avec la fin du troisième confinement, que les marchés mondiaux restent porteurs, c'est du côté des coûts des intrants que l'inquiétude se forme. Depuis l'été 2020 en effet, les prix des matières premières ont connu un nouvel accès de fièvre. Celui-ci se répercute sur le coût de l'aliment pour animaux, et sur le coût de l'énergie (voir graphique). Le prix du baril de pétrole se situe désormais autour de 70\$, après avoir plongé à moins de 20 il y a un peu plus d'un an. Sans oublier les risques climatiques toujours en embuscade, la conjoncture laitière est étroitement conditionnée par la persistance de prix élevés des intrants, pouvant ralentir la production, celle-ci pouvant malgré tout repartir à la hausse si cette flambée des cours des matières premières s'atténuait, agrémentée d'une bonne tenue du prix versé aux producteurs.

Graphique 1 - Indice des prix moyens de production (jusqu'en avril 2021)



612 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : INSEE

Comme le soulignent parfois pudiquement les économistes, le marché des produits laitiers est en équilibre instable. D'autres parlent de déséquilibres. Fort peu nombreux sont ceux qui emploient le terme de crise, que celle-ci soit conjoncturelle, ou, pire, structurelle. Depuis la sortie des quotas laitiers, les fluctuations constatées sur les marchés laitiers ont été nombreuses, allant jusqu'à éroder le revenu de certains éleveurs dans les principaux bassins de production de l'UE. Si, comme cela vient d'être rappelé dans ce focus, le marché a plutôt bien résisté à la crise sanitaire, les éleveurs savent que les marchés peuvent se retourner, soit par excès d'offre, soit par le truchement d'un alourdissement de leurs coûts de production.

C'est pourquoi la Cour des Comptes européenne, dans un Rapport spécial qu'elle vient de consacrer au Soutien exceptionnel aux producteurs de lait de l'UE au cours de la période 2014-2016, recommande à la Commission, au regard de l'expérience récente, de prendre des mesures visant à anticiper les crises de marché pouvant survenir à plus ou moins brève échéance, d'améliorer le processus de budgétisation des mesures exceptionnelles, et, plus globalement, d'améliorer sa capacité de réaction face à ce que la Cour des Comptes européenne qualifie de déséquilibres de marché. Un diagnostic opportun, dans une période instable et incertaine.

Contact : Thierry POUCH (APCA)

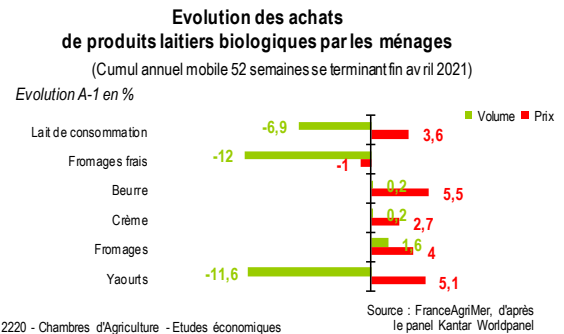
Repli de la consommation de produits laitiers biologiques

Les achats de produits laitiers biologiques par les ménages sont en net recul sur les 12 derniers mois. Les fabrications de produits laitiers biologiques ont été freinées pour s'adapter à ce ralentissement de la demande. Seuls le beurre, la crème et les fromages (hors frais) sont épargnés par ce repli. Les produits laitiers conventionnels ne sont pas touchés par ce phénomène.

Il faut dire que 2020 a été une année atypique qui avait vu les volumes d'achat de produits laitiers bio fortement progresser, la crise sanitaire ayant favorisé les achats dans des circuits de proximité, et un recours aux produits bio lorsque les produits conventionnels étaient venus à manquer dans les rayons.

La collecte de lait de vache biologique poursuit en revanche sa hausse (+8 % sur les trois premiers mois de l'année).

Contact : Marine RAFFRAY (APCA)



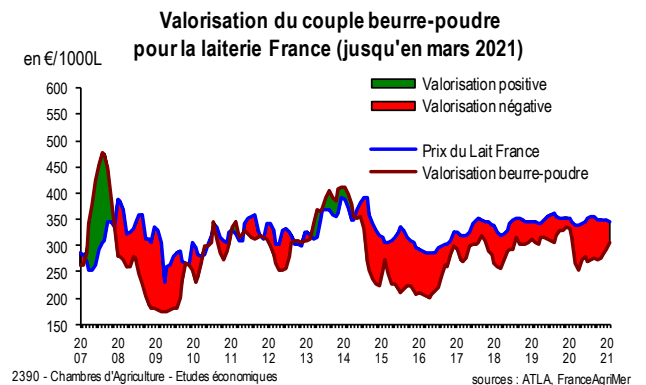
Valorisation beurre-poudre

Le déséquilibre entre la valorisation beurre-poudre et le prix du lait *, qui s'était aggravé au cours de 2020 du fait de la crise sanitaire, renoue avec les niveaux d'avant crise sur le 1er trimestre 2021.

Le niveau de valorisation demeure toutefois négatif, une constante depuis 2014.

*prix toutes primes confondues, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32 g de MP).

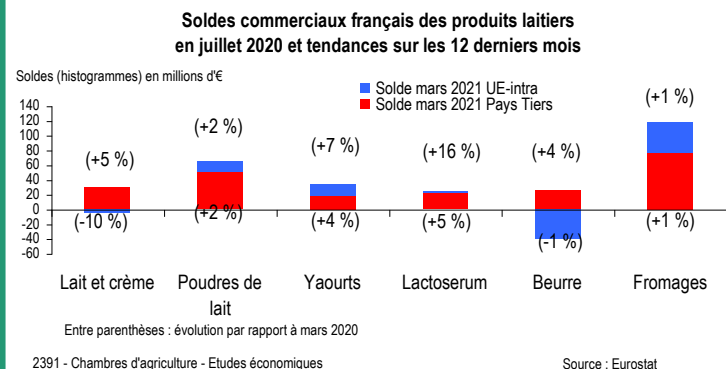
Contact : Marine RAFFRAY (APCA)



Des échanges bien orientés

Les échanges français de produits laitiers sont plutôt bien orientés sur le mois de mars 2021. Cette dynamique des échanges, qui se traduit par un bon maintien des excédents dans la plupart des produits, à l'exception du beurre, dont le solde régresse sur l'Union européenne, confirme les résultats de l'année 2020, durant laquelle les exportations françaises ont progressé. On se souvient en effet que, avec les céréales, les produits laitiers ont été l'un des rares secteurs à enregistrer une progression de ses échanges, aboutissant à une augmentation du solde excédentaire. Les fromages ont affiché de belles performances l'an dernier. La particularité de la conjoncture laitière actuelle, vue sous l'angle des flux commerciaux, réside dans le fait que la progression s'est réalisée tant sur l'intra-communautaire que sur les pays tiers, même si la part qui revient à ces derniers apparaît plus élevée. Sur l'UE, le lait et crème ainsi que le beurre forment des secteurs ayant régressé sur l'année 2020, régression se prolongeant jusqu'au dernier point connu, c'est-à-dire mars 2021. Le commerce extérieur de produits laitiers a ainsi compensé, au moins partiellement, le décrochage de la demande intérieure, imputable aux fermetures des entreprises de RHD.

Contact : Thierry POUCH (APCA)



ANNEXE – TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Rappel des livraisons de avril 2020 à mars 2021 (hl)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2020 à mars 2021 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en mars 2021 (€/1000l)	Evo. du prix du lait mars 2021 / mars 2020 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er avril 2021 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	24 658 780	10,2	380,1	377,5	2,4	457	-1,6%
Bourgogne-Franche-Comté	16 028 730	6,8	451,6	450,4	2,9	259	-0,8%
Bretagne	54 018 090	22,9	330,4	325,2	-1,4	741	-1,8%
Centre-Val De Loire	4 196 700	1,8	346,9	340,1	-0,4	58	-2,8%
Corse	0	0,0				0,2	NS
Grand-Est	21 311 390	9,1	339,2	339,6	-0,6	320	-1,9%
Hauts-de-France	22 757 680	9,7	328,8	322,7	-1,1	300	-2,2%
Ile-de-France	375 350	0,2	371,0	365,1	2,1	6	-3,1%
Normandie	38 309 800	16,3	334,4	333,6	-0,1	578	-1,7%
Nouvelle-Aquitaine	9 875 480	4,2	329,6	330,8	-1,2	163	-4,8%
Occitanie	6 607 240	2,8	343,2	340,5	-0,6	119	-3,7%
Pays-de-la-Loire	37 540 790	15,9	339,1	335,5	-0,8	513	-2,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	156 490	0,1	351,1	350,5	0,0	7	-1,8%
D.O.M.	0	0,0					
FRANCE	235 433 390	100	354	351,0	0,2	3 515	-2,0%

Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Elevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. ** y compris Limousin pour les prix.

Chambres d'agriculture France (APCA)

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10 / Fax : 01 53 57 10 05

E-mail : accueil@apca.chambagri.fr

Siret : 18007004700014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

Maud Marguet (CA Bretagne)
Marine Raffray (APCA)
Thierry Pouch (APCA)

www.chambres-agriculture.fr



avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural »